



Conseil économique et social

Distr. générale
4 juin 2012
Français
Original: anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Déclaration à l'occasion de la Conférence Rio+20 sur «l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté», adoptée par le Comité à sa quarante-huitième session, tenue du 30 avril au 18 mai 2012

1. En 2002, à la veille de la réunion du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable (Bali, 2002), le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a publié une déclaration sur le développement durable (E/2003/22-E/C.12/2002/13, annexe VI) où il soulignait la nécessité de veiller au respect des principes des droits de l'homme contenus dans la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, dans le Programme pour l'habitat et dans d'autres instruments relatifs à la coopération internationale.
2. Dix ans plus tard, et vingt ans après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 (Conférence de Rio), la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio+20), réunie en juin 2012, fera le point des succès et des échecs et examinera les perspectives d'avenir.
3. L'avant-projet de la déclaration finale, intitulé «L'avenir que nous voulons» (ci-après «l'avant-projet»), est actuellement à l'examen. Dans ce contexte, tout en reconnaissant le concept d'économie verte mis en avant dans ce texte, le Comité souligne la nécessité de l'intégrer dans le concept plus large de développement durable qui, outre la croissance économique et la protection de l'environnement, englobe le développement social et qui est donc étroitement lié avec les droits économiques, sociaux et culturels. Le Comité insiste sur l'importance de rester fidèle à l'approche équilibrée adoptée dans la Déclaration de Rio.
4. Les objectifs de l'avant-projet sont incontestablement des facteurs importants pour instaurer une économie solide et donnent des orientations qui permettent d'opérer des choix stratégiques. Toutefois, l'avant-projet ne tient pas pleinement compte du fait que ces objectifs mettent en jeu les droits de l'homme consacrés par les dispositions, entre autres instruments, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et de la Déclaration sur le droit au développement (1986), ainsi que de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (1993), de la Déclaration du Millénaire (2000), du document final du Sommet mondial de 2005, de la résolution 65/1 de l'Assemblée générale en date du 22 septembre 2010 intitulée «Tenir les promesses: unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement», et des

résultats de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (2011).

5. Bon nombre de dispositions du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (le Pacte) sont liées à l'environnement et au développement durable, et le Comité, dans son dialogue avec les États parties, souligne régulièrement la corrélation existant entre tel ou tel droit économique, social ou culturel ainsi que le droit au développement et la durabilité de la protection de l'environnement et des efforts de développement.

6. En soulignant le rapport existant entre certaines dispositions du Pacte et le développement durable dans son dialogue avec les États parties, le Comité insiste notamment sur les points suivants:

a) L'importance de la coopération internationale pour la promotion des droits économiques, sociaux et culturels et pour le développement durable (art. 2, par. 1). À cet égard, le Comité souligne l'importance de porter l'aide publique au développement (APD) à 0,7 % du revenu national brut et de veiller à ce qu'elle favorise le développement durable en adoptant une approche du développement qui soit fondée sur les droits de l'homme;

b) Le rôle des femmes dans la protection de l'environnement et l'exploitation et la gestion rationnelles des ressources naturelles ainsi que le préjudice et la charge disproportionnés que l'épuisement des ressources naturelles et les dommages environnementaux représentent pour elles (art. 3 et 11, entre autres dispositions du Pacte);

c) L'obligation de garantir un environnement de travail sain (art. 7, al. b);

d) L'obligation fait l'État partie de prévenir les dommages environnementaux qui portent atteinte au droit à l'alimentation de sa population (art. 11, par. 2 a)) et, en particulier, la nécessité d'évaluer pleinement les effets des nouvelles technologies vertes dans le domaine de l'énergie et en relation avec l'accès à l'alimentation et à l'eau. Le Comité souligne aussi les répercussions négatives sur le droit à l'alimentation des cas d'accaparement des terres et de surexploitation des ressources halieutiques qui non seulement ont des effets préjudiciables sur la préservation de l'environnement mais compromettent aussi gravement les moyens d'existence des générations présentes et futures;

e) La nécessité de préserver l'habitat naturel et l'exploitation durable des ressources naturelles qui ressortissent de la jouissance du droit à la santé (art. 12) et, en particulier, l'accès à une eau salubre et potable et la prévention de l'épuisement et de la pollution des ressources en eau qui portent atteinte au droit à la santé. En outre, la situation en matière d'assainissement ainsi que la collecte et l'élimination des déchets dangereux n'ont pas seulement des répercussions sur l'environnement, elles peuvent aussi être à l'origine d'épidémies et de maladies véhiculées par l'eau et porter ainsi préjudice au droit à la santé;

f) Les liens existant entre la protection de la diversité biologique et i) les avancées pharmacologiques et médicales potentielles qui sont essentielles à la promotion du droit à la santé (art. 12), et ii) les droits culturels des peuples autochtones et des communautés locales, y compris la protection de leurs droits dans le domaine des savoirs traditionnels (art. 15);

g) L'importance de concilier les exigences de l'économie verte et les obligations découlant du Pacte de respecter, protéger et réaliser le droit des habitants des forêts et des peuples autochtones à leurs terres ancestrales et à leur culture traditionnelle, en particulier, s'agissant des activités de déboisement entreprises sans leur consentement éclairé préalable, qui portent directement atteinte à leurs droits. La protection des droits de ces communautés

est profondément liée à la protection de l'environnement et de leur habitat naturel, sans lesquels elles sont menacées de disparition;

h) L'importance pour les États parties au Pacte de veiller à ce que leurs efforts de développement réalisent les droits des bénéficiaires. Dans ce contexte, en 2011, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement, le Comité a adopté une déclaration sur l'importance et la pertinence du droit au développement (E/C.12/2011/2);

i) L'importance pour les États parties d'assumer la responsabilité qui leur incombe de faire en sorte que le secteur privé respecte les Principes de Rio en ce qu'ils touchent à tous les droits visés dans le Pacte, comme l'a souligné le Comité dans sa déclaration de 2011 sur les obligations des États parties concernant le secteur des entreprises et les droits économiques, sociaux et culturels (E/C.12/2011/1).

7. Le Comité encourage les participants à la Conférence Rio+20 à adopter des recommandations en vue de réaliser non seulement des évaluations d'impact sur l'environnement mais aussi des évaluations dans le domaine des droits de l'homme lors de l'adoption et de la mise en œuvre de politiques qui ont des incidences sur l'environnement humain et qui risquent d'entraîner, par exemple, des déplacements forcés pour des raisons écologiques.

8. Le Comité demande aussi instamment aux participants à la Conférence Rio+20 de renforcer l'intégration du développement durable et des droits économiques, sociaux et culturels. À cette fin, il invite tous les participants à:

- Réaffirmer les principes énoncés dans la Déclaration de Rio pour l'environnement et le développement;
- Réaffirmer le droit au développement;
- S'assurer que le nouveau concept d'économie verte (qui n'inclut pas explicitement le développement social) soit indissociablement lié au concept global de développement durable;
- Veiller à la prise en compte des droits de l'homme dans le document final et, en particulier, mentionner les droits découlant du Pacte.

9. Convaincu qu'une économie verte qui ne serait pas solidement ancrée dans les droits de l'homme n'apporterait pas de bienfaits durables, le Comité demande instamment à la Conférence Rio+20 d'apporter les modifications nécessaires à l'avant-projet.